

**hebdomadaire**

**n° 3042 • 1,30 euro •**

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,  
fondé pendant la guerre sous le titre de  
**RÉSISTANCE OUVRIÈRE.**

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

# FORCE Ouvrière

## EMPLOI

# TENSIONS SUR LA NÉGOCIATION

*La négociation sur la «sécurisation de l'emploi» s'ouvre dans une atmosphère et une situation tendues. Le patronat a affiché la couleur: flexibilité. Et dans le même temps les mauvaises nouvelles continuent (lire l'éditorial page 4).*

### AGIR événements

Depuis 2009, **huit cents personnes ont quitté France Télévisions** et cinq cents autres devront le faire d'ici à 2015.

Lire page 5

Les personnels de Lufthansa sont en grève car **ils revendiquent 5% d'augmentation des salaires.**

Lire page 6

L'État vole au secours du **Crédit immobilier de France**, mais le sort de ses **2 500 salariés** demeure incertain.

Lire page 7

Avec son projet de loi sur le **logement social**, le gouvernement manie la carotte et le bâton en direction des communes.

Lire page 9

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE N'EST PAS LE PRÉSIDENT DE LA COUR DES COMPTES**

Lire l'éditorial page 4

### INTERVIEW pages centrales

Ethnologue et anthropologue, **Françoise Héritier** publie *Le Sel de la vie*, un passionnant recueil de souvenirs personnels et d'impressions universelles.

### RESPIRER culture

Une partie de la guerre civile qui ravage aujourd'hui la Syrie trouve son origine dans l'histoire de cet ancien protectorat français.

Lire page 15

### MONTRER enquête

Derrière une abondance de marques différentes, Heineken et Carlsberg se livrent une intense guerre commerciale dont les salariés font parfois les frais.

Lire pages 17 à 19

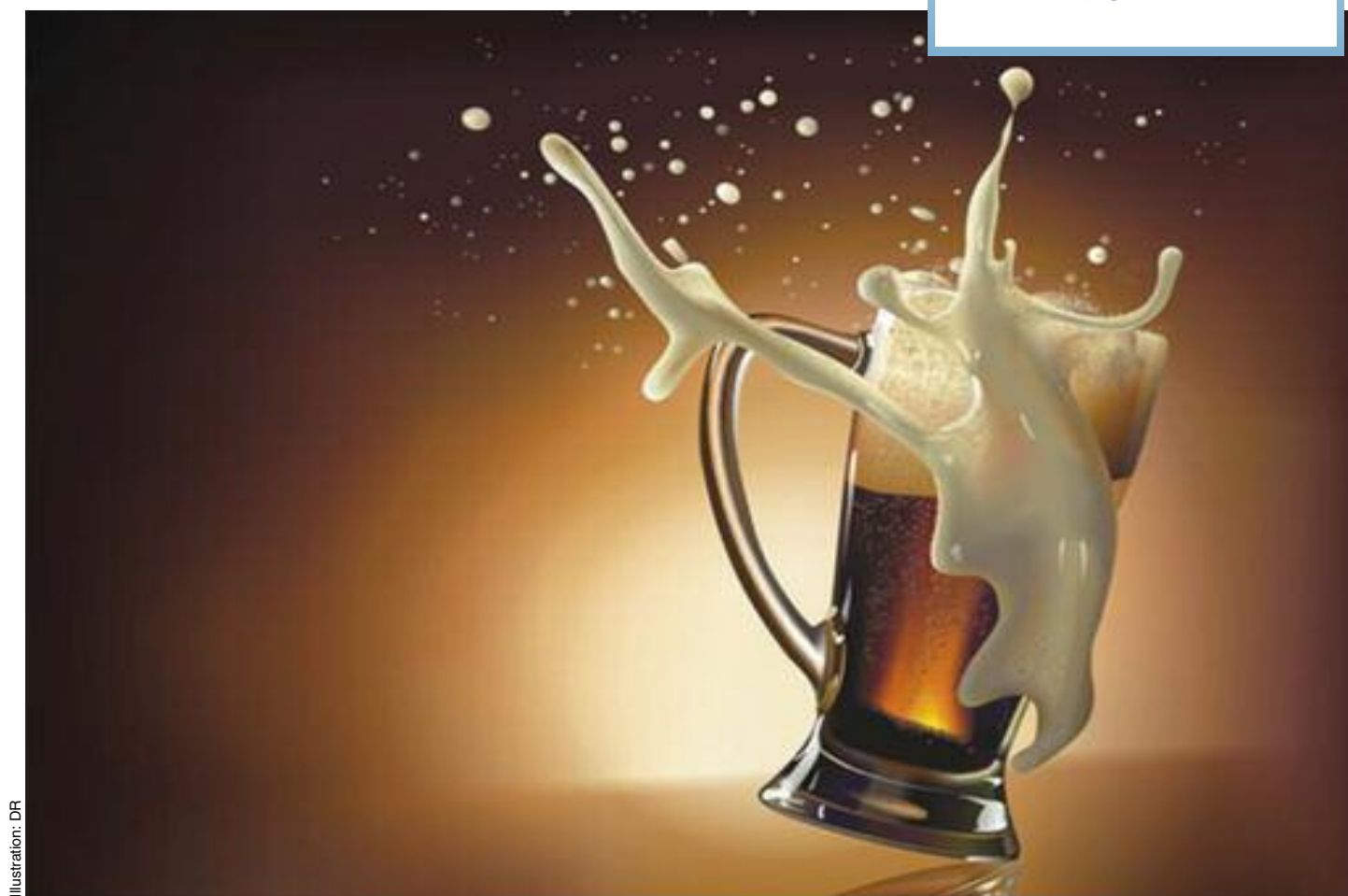


Illustration: DR



Éditorial de Jean-Claude Mailly

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE N'EST PAS LE PRÉSIDENT DE LA COUR DES COMPTES

Depuis longtemps nous expliquons que la Banque centrale européenne (BCE) doit, pour calmer le jeu, être prêteur en dernier ressort, c'est-à-dire pouvoir acheter de la dette des pays de la zone euro. Dans la foulée, c'est ensuite à une réorientation profonde des modalités de la construction européenne qu'il faut s'attaquer.

La semaine dernière la BCE a annoncé qu'elle pouvait intervenir, via des intermédiaires, de manière illimitée, tout en conditionnant son intervention à des obligations de la part des pays. Et c'est là qu'il y a problème, car cela revient à dire: on vous aide si vous mettez en place une politique d'austérité! Ce qui est l'esprit et la logique en particulier du TSCG, auquel nous nous opposons.

Nous ne dirons jamais assez que l'austérité est socialement destructrice, que le libéralisme économique conduit à de l'autoritarisme social, que l'emploi, les salaires et les droits sociaux sont les variables d'ajustement.

Dans ces conditions, la négociation sur la «sécurisation de l'emploi» qui va s'ouvrir sera particulièrement dure.

Le document d'orientation adressé par le gouvernement et confirmé par le président de la République aborde moult thèmes (précarité, sécurité des parcours, adaptation, temps partiel, etc.).

Il y a par définition un côté usine à gaz. Les mots qui fâchent (par exemple: flexibilité) n'ont pas été utilisés, mais comme le disait Jaurès, quand les hommes ne peuvent pas changer les choses, ils changent les mots.

Comme nous le disons depuis plusieurs mois, nous n'accepterons

pas, par exemple, qu'un accord d'entreprise conduisant à des modifications substantielles du contrat de travail dispense l'employeur, si nécessaire, de l'obligation de faire un PSE au nom d'une conception de la liberté de licencier.

Cette négociation sera donc tendue et nous ne pouvons pas accepter de servir de caution pour justifier ou accompagner l'austérité.

Nous aurons aussi nos revendications, dont le retour à la hiérarchie des normes.

À la différence d'autres, nous savons que tout est lié et nous n'avons jamais accepté que l'économie soit une science exacte qui s'imposerait à tous. Élu par les citoyens au suffrage universel, le président de la République n'est pas le président de la Cour des comptes.

## S O M M A I R E

### AGIR

**Page 2**  
Manifestation à Saintes (17) le 3 septembre.  
Visite, le 4 septembre, d'une section du plus gros chantier d'Europe par Jean-Claude Mailly.

**Page 3**  
Fonction publique:  
Les fonctionnaires FO regrettent que le ministère retarde ses réponses. Trois questions à... Christian Grolier (FGF FO):  
«Les fonctionnaires ne se contentent pas d'un bilan».

**Page 4**  
Rentrée: trois dossiers déterminants, par Jean-Claude Mailly.

**Page 5**  
Audiovisuel public:  
France Télévisions fragilisée par la crise.  
Média:  
Le rapprochement de France 24 et RFI se poursuit en catimini.

**Page 6**  
Allemagne: Grève sans précédent chez Lufthansa.  
Liquidation: Parfum de scandale autour de Plysorol.

**Page 7**  
Sauvetage:  
Le Crédit immobilier de France sous perfusion.  
Trois questions à... Sébastien Busiris (FO Banques):  
«Le gouvernement a parlé au plus pressé».

**Page 8**  
ArcelorMittal:  
Un rapport pointé «ces atouts incontestables» de Florange.

**Page 9**  
Projet de loi:  
Logement social: la carotte et le bâton du gouvernement.  
Mal-être au travail:  
«Grand dialogue» ou grand guignol à La Poste.

**Page 13**  
TPE - Boucherie-charcuterie: FO à cheval sur les revendications.  
Rachid: De Grenoble à Paris, itinéraire d'un boucher.

### SAVOIR

**Page 14**  
Le chiffre de la semaine.  
Les chiffres utiles.  
Les allocations chômage.

### RESPIRER

**Page 15**  
La difficile démocratisation arabe:  
La guerre civile syrienne.  
Parution > La rédaction vous signale.  
Voix de presse:  
Sous le budget, la discipline.

**Page 16**  
Une sélection de livres.

Festival Est-Ouest:  
La culture croate croît à Die.

### MONTRER

**Pages 17 à 19**  
Agroalimentaire:  
Les salariés de la bière sous pression.

### INTERVIEW

**Pages 10 et 11**  
Françoise Héritier:  
«Voir, écouter, observer, toucher... un trésor unique».

#### Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:  
Y. Veyrier (8460)  
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471  
Rédacteur en chef: D. Roussel (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),  
F. Blanc (8466)  
Révision: M.-P. Hamon (8468)  
Contrat de travail: S. Fortin (8463)  
Emploi: C. Girard (8469)  
Économie: M.-L. Schisselé (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)  
Services: C. Josselin (8476)  
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)  
International: E. Salamero (8459)  
Jamel Azzouz (8289)  
Service photos: G. Ducrot (8467)

Service abonnement: V. Rigaut (8233)  
Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.  
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr  
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 3<sup>e</sup> trim. 2012  
Commission paritaire: 0911S05818



TPE

Gros plan sur...

**LA BOUCHERIE-CHARCUTERIE**

**ÉLECTIONS DANS LES TRÈS PETITES ENTREPRISES**



## Boucherie-charcuterie: FO à cheval sur les revendications

*Grâce à la persévérance des syndicats, comme FO, la branche «Boucherie-charcuterie et Boucherie hippophagique» a quelque peu redoré son blason ces dernières années en matière de conditions de travail et de rémunération...même s'il reste fort à faire.*



Didier Pieux, FGTA FO

Pendant très longtemps, la branche «Boucherie-charcuterie et Boucherie hippophagique» a souffert d'une image dégradée en raison de conditions de travail qui viendraient parfois à l'exploitation des salariés dans ce secteur clé de l'artisanat et du commerce alimentaire. «C'est la pression constante des syndicats qui a été déterminante pour que les choses changent depuis quelques années», explique Didier Pieux, représentant de la FGTA FO au sein de la branche. Le combat des syndicats, comme FO, a permis ainsi de dessiner d'autres perspectives de carrière à ces salariés en améliorant régulièrement leurs conditions de travail et de rémunération. «Sur les salaires, on négocie une hausse annuelle de tous les minima d'une grille conventionnelle, qui est réexaminée deux ou trois fois

par an (janvier, mai et septembre) en vue d'éventuelles révisions applicables au 1<sup>er</sup> février, 1<sup>er</sup> juin et 1<sup>er</sup> octobre», précise Didier Pieux. En 2011, tous les salaires ont augmenté de cette manière de 2,5% sur l'année (+2% en février et +0,5% en octobre). En 2012, la première revalorisation a d'ores et déjà été de 1,5% au 1<sup>er</sup> février. En attendant la prochaine hausse, les deux premiers coefficients du niveau 1 dans la branche s'élèvent respectivement à 1471 euros brut (plongeur, employé d'entretien) et 1488 euros brut (livreur, employé administratif), soit bien au-delà du SMIC (1425,67).

### «UN ENSEMBLE COHÉRENT DE DROITS SOCIAUX INDISPENSABLES»

«On a su également développer et consolider un dispositif de prévoyance exceptionnel en cas de maladie, d'accident, d'invalidité ou de décès», poursuit-il, citant en particulier la récente réévaluation de la «rente éducation exprimée en pourcentage du salaire brut en fonction de l'âge des enfants à charge». Son objectif est maintenant d'imposer une complémentaire santé obligatoire, un treizième mois, une prime d'ancienneté et des tickets

repas. À FO on met aussi en avant les dispositions de l'accord Senior (2010), susceptibles de prévenir les situations de pénibilité ou d'usure professionnelle des plus de 55 ans. Des mesures s'ajoutant aux actions de prévention réalisées en amont et en lien étroit avec l'assurance-maladie pour préserver la santé des salariés, quel que soit leur âge.

L'amélioration des conditions de travail s'inscrit enfin dans une politique ambitieuse de formation tout au long de la carrière professionnelle (apprentissage, contrat ou période de professionnalisation, formation continue, certificat de qualification professionnelle...). Laquelle permet à nombre de salariés d'accéder à des postes et des rémunérations supérieurs et garantis par la grille de classification conventionnelle. Pour Didier Pieux, à force de persévérance, la convention collective constitue aujourd'hui un ensemble cohérent de droits sociaux indispensables au maintien d'une certaine attractivité des métiers du secteur. C'est pourquoi, ajoute-t-il, «avec la Confédération française de la boucherie (CFBCT), nous sommes en ce moment à couteaux tirés après son refus d'adhérer fin 2011 à l'organisme paritaire de financement de la formation professionnelle (OPCALIM), qui regroupe les branches de l'alimentaire... et seul à même de sécuriser davantage les parcours des 15 000 salariés de la boucherie artisanale».

**Rachid**

## De Grenoble à Paris, itinéraire d'un boucher

*Rachid (50 ans) est boucher depuis trente ans entre Paris et Grenoble. Récemment et sur les conseils de FO, il a attaqué son ancien patron aux prud'hommes pour non-respect de son contrat de travail.*

**FO Hebdo: Quel a été votre parcours professionnel?**

**Rachid:** Après pas mal de petits boulots, je me suis vite résigné à suivre le parcours de mon père qui dirigeait une boucherie. C'est essentiellement auprès de lui que j'ai appris les ficelles de ce métier, que je n'ai ja-

mais cessé d'exercer depuis trente ans entre Grenoble et Paris.

**FO Hebdo: Où travaillez-vous aujourd'hui?**

**Rachid:** Je travaille à Paris dans une entreprise de dix salariés où je n'ai pas à me plaindre. La durée légale de travail est respectée et ma rémunération est correcte (2500 euros). Pour l'heure, mes relations avec mon patron sont au beau fixe. Et je fais tout pour qu'elles le restent... étant entendu que je refuse dorénavant de me «laisser enfler».

**FO Hebdo: Est-ce parce que vous avez connu des fortunes diverses auparavant?**



Photo: D. Hingant

**Rachid:** Oui, en particulier j'ai eu maille à partir avec mon ex-employeur. Un commerçant grenoblois qui m'avait débouché d'une boucherie parisienne pour laquelle je travaillais depuis sept ans. À l'époque, j'avais accepté le poste en pensant

naïvement que j'allais gagner plus et quitter Paris pour rejoindre la ville où sont mes attaches familiales. C'était sans compter la duplicité de ce patron. Il ne m'a jamais payé les 2500 euros inscrits sur mon contrat de travail en CDI, mais moitié moins.

**FO Hebdo: Comment avez-vous alors géré la situation?**

**Rachid:** Sur les conseils de FO, j'ai dû démissionner avant de l'attaquer aux prud'hommes. En juin dernier, lors d'une première audience, le juge a estimé le préjudice minimum à trente et un mille euros sur toute la durée du contrat (vingt-trois mois).

L'affaire est en cours, mais quoi qu'il adienne, ce conflit m'aura convaincu d'une chose: l'importance du rôle d'un syndicat, comme FO, y compris dans les TPE. Sans son appui, je n'aurais sans doute pas saisi la justice!

**CARTOGRAPHIE DE LA BRANCHE BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE, BOUCHERIE HIPPOPHAGIQUE.**  
(rapport de branche 2010)

**IDENTIFIANTS DE LA CONVENTION COLLECTIVE (IDDC):**  
992

**Nombre d'entreprises: 15 692**

- 95% de TPE (moins de 11 salariés)
- 42% n'ont aucun salarié
- 70% entre 0 et 2 salariés
- 98% des salariés sont en CDI, dont 82% à temps plein
- 59% des salariés sont des employés ou des ouvriers non qualifiés

**Répartition des emplois des femmes**

- 64% des salariés les moins qualifiés sont des femmes
- 68% sont des employées
- 25% sont des ouvrières (qualifiées ou pas)
- 7% sont cadres et agents de maîtrise

**Minima conventionnels au 1<sup>er</sup> février 2012 en euros**

- Boucher préparateur: 1526 brut
- Boucher préparateur qualifié: 1644
- Boucher préparateur qualifié-vendeur qualifié: 1681
- Boucher traiteur qualifié: 1681
- boucher charcutier traiteur qualifié: 1744
- Boucher charcutier traiteur très qualifié: 1805
- Boucher hautement qualifié: 1832
- Boucher charcutier traiteur hautement qualifié: 1924

**Accord sur l'emploi des seniors (30 mars 2010)**

- Aménagement de poste et/ou des horaires
- Formations adéquates
- Suivi médical renforcé (visite annuelle par la médecine du travail)

**Formation**

- Certificat de qualification professionnelle (CQP)
- CQP «Technicien boucher» ouvrant au poste de «Boucher préparateur qualifié».
- CQP «Boucher préparateur, vendeur, vendeuse qualifié(e)»

**Droits à la formation (hors DIF)**

- Capital temps de formation de 36 heures par an

**Prévoyance (APGIS)**

- Garantie de ressources en cas de maladie, d'accident, d'invalidité ou de décès
- Rente éducation (en cas de décès): 15% du salaire annuel brut pour chaque enfant à charge de moins de 12 ans, 20% de 12 à 18 ans, et 25% de 18 à 26 ans, et ce, sans condition.

**POUR TOUT CONTACT**

**Didier Pieux (FGTA)**  
7, passage Tenaille 75014 Paris  
Tél.: 01 40 52 85 10  
Mail: fgtafo@fgta-fo.org  
Site web: <http://www.fgtafo.fr>

Et quel que soit votre secteur d'activité:  
<http://www.info-tpe.fr>

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

### LE SMIC

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012:  
**9,40 euros l'heure**,  
soit **1 425,67 brut**  
**par mois**  
pour 151,67 heures.

### FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement  
dans la fonction publique  
depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012:  
**1 398,35 euros brut**.

Plafond mensuel  
de la Sécurité sociale  
du 1<sup>er</sup> janvier  
au 31 décembre 2012:  
**3 031 euros**.

### ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux  
personnes âgées (ASPA)  
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1<sup>er</sup> avril 2012:  
**9 325,98 euros** par an  
pour une personne seule  
**(777,16 euros par mois)**  
**14 479,10 euros** par an  
pour un couple.  
Minimum contributif majoré:  
**8 142,01 euros** par an  
pour une personne seule  
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE  
AGIRC ET ARRCO  
Valeurs des points et salaires de  
référence au 1<sup>er</sup> avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**  
ARRCO à **1,2414 euros**

### Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin  
omnipraticien:  
**23,00 euros**.  
Au cabinet du médecin  
spécialiste:  
**25,00 euros**.

## LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE



Moins de six euros par repas, entrée, plat et dessert compris: c'est ce que sept Français sur dix, et même huit sur dix (79%) dans le cas d'un foyer avec enfants, affirment vouloir dépenser, selon un sondage réalisé pour une grande marque de distribution. Cette même étude, publiée fin juin dernier, relève également que pour 65% des personnes interrogées, le critère numéro un lors de l'achat d'un produit est son prix, avant même ses qualités gustatives, et pour 25% seulement l'origine ou la marque est privilégiée. Qu'importe le flacon pourvu que l'on ait à manger, même du pain noir, d'autant que l'INSEE annonçait au début de l'été une baisse du pouvoir d'achat des ménages en 2012.

### COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

CRDS<sup>(1)</sup>: 0,5% depuis le 1<sup>er</sup> février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

#### SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%  
Assurance-vieillesse: 6,65%  
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

#### ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC  
Tranches A et B 2,40%

APEC<sup>(2)</sup> 0,024%

#### RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)  
Non-cadres tranches A et B  
et cadres tranche A: 3%  
● AGIRC  
Cadres tranches B et C: 7,70%  
● Cotisation AGFF  
Tranche A<sup>(3)</sup> 0,80%  
Tranche B<sup>(4)</sup> 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.  
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.  
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

### ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €  
3 enfants: 289,82 €  
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge  
des allocations:  
35,74 € de 11 à 16 ans  
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après  
le 30 avril 1997, vous ne  
recevrez pas ces deux ma-  
jorations; vous recevrez  
une majoration de 62,90 €  
à partir du mois suivant  
leur 14<sup>e</sup> anniversaire.

### CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à  
27,66 euros par jour au  
minimum, mais ne peut  
dépasser 75% du salaire  
journalier de référence  
(salaire des douze mois  
qui ont précédé la rupture  
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails  
dans le tableau «Allocations  
chômage» ci-dessous.

### INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

JUILLET 2012 DU 31/07/2011 AU 31/07/2012 DU 01/01/2012 AU 31/07/2012  
-0,4% +1,9% +0,6%

#### INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

2<sup>e</sup> trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 122,96 – évolution sur un an: + 2,20%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

## LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

### LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.  
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

#### Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.